

Opter pour le « glocal »

Mettre le local sur la scène globale

PAR MIKE LEWIS

Pardon? Opter pour le *glocal*? Eh bien oui, encore un néologisme qui nous oblige à repenser le travail de développement, que nous soyons « dans les tranchées », à revitaliser notre quartier, ou que nous tentions de changer les règles qui façonnent le marché mondial.

Bon nombre d'entre nous connaissent l'expression « penser globalement – agir localement ». Depuis trois décennies, les mouvements de défense de la justice sociale et de l'environnement ont mis au défi les Canadiens de conjuguer leurs actions personnelles et politiques sur la scène locale à une prise de conscience de leurs répercussions à l'échelle mondiale. Ce faisant, nous pouvons contribuer davantage à l'avènement d'un monde plus juste et durable.

En optant pour le glocal, on étoffe cette perspective dans une optique différente; il s'agit de penser *localement* et d'*agir globalement*.

Cette idée se prête à plusieurs interprétations. Prenez l'attitude de la plupart des sociétés multinationales et des institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international. Selon elles, les « interconnexions au niveau global » signifient que chaque région « locale » doit déterminer la meilleure façon de tirer profit de ses atouts sur un marché mondial concurrentiel. Un secteur privé libre de toute restriction dans sa poursuite d'un commerce profitable et du rendement le plus élevé possible de son capital engendrera des bénéfices économiques dans les lieux qui s'alignent sur une perspective globale.

Ce n'est pas ce que j'entends par « opter pour le glocal ». Il s'agit plutôt de l'importance des identités et des cultures locales, du milieu local, de la diversité et de la richesse des collectivités locales en tant que tels. L'expression affirme que les citoyens qui participent activement à leur propre développement sont un ingrédient décisif de la transition de la planète vers un avenir durable. Elle affirme que la production locale et l'innovation peuvent et doivent être mises en rapport avec les institutions et les marchés mondiaux alternatifs qui engagent notre conception et notre pratique du développement sur une voie plus durable.

En « optant pour le glocal », on rejette la prémisse qu'un marché mondial déréglementé présage la prospérité mondiale. Les résultats des 30 dernières années, avec l'accélération du libre-échange et de la mobilité du capital – qui ont accentué la pauvreté mondiale et accru les inégalités mondiales pour la majorité – ne sauraient guère nous inciter à recommander qu'on poursuive sur la même voie. Il faut plutôt enraciner à nouveau le pouvoir et le rôle des marchés et de l'économie dans le contexte social où les êtres humains vivent leur vie.

La notion de solidarité, la volonté d'imprégner nos transactions économiques et commerciales de valeurs fondées sur l'équité, le respect de la vie et de la dignité humaines, et l'intendance du milieu naturel dont dépend la vie – voilà ce dont est fait le glocal.

En « optant pour le glocal », on rejette la prémisse qu'un marché mondial déréglementé présage la prospérité mondiale. Il faut plutôt enraciner à nouveau le pouvoir et le rôle des marchés et de l'économie dans le contexte social où les êtres humains vivent leur vie.

Un exemple au Sénégal

En décembre 2002, lors d'une réunion à Dakar, au Sénégal, du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire (plus ample information sur cet organisme à suivre), j'ai visité divers projets de développement rural. Ce fut toute une révélation.

Le Sénégal est un pays où les dirigeants religieux islamiques masculins ont la main haute sur les droits relatifs à l'eau et à la propriété foncière, qu'ils consacrent surtout à la production agricole de produits de base pour les marchés étrangers. L'une des fermes que j'ai visitées illustre ce modèle : le propriétaire/chef religieux/patron payait ses travailleurs en nature sous forme de logement, d'aliments et d'instruction religieuse pour les garçons. Ses légumes étaient destinés aux marchés européens. Il s'est amèrement plaint des faibles prix, du coût élevé de l'hébergement et de l'alimentation de ses travailleurs et de l'accroissement des coûts de production, y compris le coût des produits chimiques que des travailleurs sans protection épendent à la main sur ses cultures.

À la différence de cette situation apparemment sans espoir, les pratiques agricoles dans d'autres parties du même district rural étaient inspirantes. Depuis 20 ans, une approche communautaire du développement rural, économique et social prend de l'ampleur partout au Sénégal. C'est un brillant exemple de l'importance d'établir des liens entre la pensée locale et l'action globale.

Les femmes sont au cœur de la stratégie. Le but est d'en faire des propriétaires foncières et des productrices (une rareté il y a 20 ans). Elles sont collectivement propriétaires de la terre en groupes de cinq ou six appelés Groupements de production féminins ou GPF.

Certaines actions locales, comme au Sénégal, sont inspirantes. Mais est-il réaliste de penser que l'action locale peut à elle seule influencer sur la dynamique du marché privé qui domine tellement le commerce mondial?

Dans le GPF que nous avons visité, cinq femmes sont propriétaires de sept hectares où elles font pousser une variété de légumes et élèvent du bœuf (surtout biologique) pour les marchés locaux et d'exportation. Les arbres plantés en périmètre de leurs champs conservent l'eau et créent des microclimats qui améliorent la production. Ils sont aussi une source d'alimentation pour le bétail et de bois de chauffage marchand.

L'un des partenaires clés des GPF est le Système intégré de production agricole (SIPA), un organisme qui offre de la formation et de l'orientation concernant les pratiques écologiques et agricoles. En outre, en retour de droits de commercialisation, le SIPA commercialise les produits des GPF en Allemagne, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne. Ce sont des marchés à créneaux

spécialisés, créés par des Européens socialement engagés pour écouler les produits agricoles issus de pratiques durables. C'est un exemple concret de commerce équitable. Pour les propriétaires des GPF, les prix qu'ils reçoivent à la ferme étaient alors de 20 à 25 % supérieurs en moyenne à ceux obtenus par la ferme propriétaire du clergé, à une heure de route de là. Pour les consommateurs, le label « commerce équitable » garantit que le produit est biologique et cultivé de manière juste et durable.

Le microcrédit pour les GPF est la responsabilité du Groupe d'action pour le développement local (GADEL). Par l'entremise des GPF et d'autres organisations villageoises, le GADEL aide à organiser les intervenants dans les domaines de l'alphabétisation, de la santé, du soin des enfants et, plus généralement, de la formation aux pratiques du développement durable.

Le travail est un autre enjeu clé pour les GPF. Le réseau national des GPF, Femmes dans le développement rural intégré (FEDRI), aide à organiser des milliers de travailleuses saisonnières pour les fermes des GPF durant la saison des récoltes. Mais elles font davantage. Les travailleuses sont tenues d'économiser une partie de leurs gains afin de disposer d'un capital à investir dans l'amélioration de leur situation de vie – y compris des investissements coopératifs dans des propriétés foncières afin d'aider à démarrer de nouveaux GPF. Bref, les FEDRI et autres organismes analogues mettent en place la base financière d'une transformation des travailleuses saisonnières en propriétaires et productrices. (Au cours des 20 dernières années, 5 000 GPF ont vu le jour au Sénégal.)

C'est là l'économie de la solidarité au travail. Comparez-la à l'« autre mondialisation », si bien représentée tant dans son esprit que son fonctionnement par l'étrange voisin ecclésiastique de notre GPF, piégé dans un marché mondial dont il ignore les effets sur les pratiques sociales et environnementales locales. (Pour de plus amples renseignements sur le Sénégal, voir *Making Waves*, printemps 2003, 14,1:17-19.)

Réseau nord américain pour l'économie de la solidarité

Le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) considère la création de réseaux continentaux comme une contribution particulière et complémentaire à l'épanouissement d'un type de mondialisation différent.

Cette approche de l'organisation peut offrir d'importantes possibilités aux praticiens canadiens et états-uniens qui souhaitent poursuivre trois décennies de collaboration. Les Canadiens ont été fortement inspirés et influencés par les innovations états-uniennes en matière de politique et de pratique. La première société de développement communautaire du Canada, New Dawn Enterprises au Cap Breton (1976), était fort redevable à

l'expérience des États-Unis, tout comme les organisateurs communautaires du Sud-Ouest de Montréal. L'une des premières rencontres pour discuter de collaboration entre les praticiens du Canada et des États-Unis a été organisée par le Centre for Community Enterprise en 1988, lors de la conférence annuelle du National Economic Development and Law Center, à Chicago. Les relations qui se sont nouées exercent encore des répercussions aujourd'hui.

Trois Nord-Américains siégeant au comité de liaison international du RIPESS – Dan Swinney, Nancy Neamtan et Mike Lewis – se sont engagés à renforcer les échanges Canada-États-Unis dans le cadre de leurs responsabilités. On a décidé d'amorcer la constitution d'un réseau, composé de

membres, appelé le Réseau nord-américain pour l'économie de la solidarité (RNAES). Son programme de base préconise la création de voies par lesquelles les praticiens des deux pays peuvent apprendre, réfléchir et agir réciproquement pour renforcer l'économie de la solidarité.

La conférence nationale du CCEDNet, à Trois-Rivières (Québec), du 18 au 22 mai 2004, a inscrit pour la première fois à son ordre du jour des invités internationaux. L'Afrique de l'Ouest, l'Amérique latine et les États-Unis seront représentés, ainsi que le RIPESS. Nancy, Dan et Mike animeront une séance sur le RNAES visant à définir les possibilités qui réussiront à mobiliser des praticiens en faveur de l'apprentissage, de la réflexion et de l'action. ■

Comment donc se fait-il que cette innovation et cette réussite sénégalaises ainsi que des centaines d'autres semblables n'ont pas encore de présence ou de reconnaissance mondiales? Trop souvent, les personnes qui mettent en place les pierres angulaires d'une économie ancrée dans la nécessité morale et pratique de la solidarité humaine sont laissées pour compte, reléguées aux marges de la « vraie économie », sans rapport au « vrai marché ».

Certes, on a accompli des progrès. Le premier ministre canadien, M. Paul Martin, en prend note. Le président Lulu, du Brésil, est arrivé au pouvoir porté par une vague de mouvements de citoyens exigeant un modèle de développement différent. La France et la Belgique ont un « ministre de l'Économie sociale ».

Comment donc faire connaître et progresser l'idée et la pratique d'une économie de la solidarité?

Certaines actions locales, comme au Sénégal, sont inspirantes. Mais est-il réaliste de penser que l'action locale peut à elle seule influencer sur la dynamique du marché privé qui domine tellement le commerce mondial? Par contre, considérons certains des mouvements mondiaux contemporains concernant la justice sociale, la protection de l'environnement et la réforme des institutions financières internationales. Ces mouvements peuvent-ils à eux seuls garantir un développement équitable et durable là où les gens vivent leur vie?

Acquérir une présence mondiale

Il me semble évident qu'il faut intervenir à plusieurs niveaux. Certes, la résistance à une perspective axée exclusivement sur le marché est nécessaire, tout comme le sont les solutions de rechange stratégiques bien réfléchies, sur les plans mondial et national. Mais le bouillonnement d'innovations dans les collectivités locales et au sein de l'économie sociale est tout aussi nécessaire. Le défi est de trouver une façon d'établir des liens

entre ces efforts, de manière à ce qu'ils se renforcent réciproquement pour déboucher sur une capacité consciente de penser et d'agir localement et globalement.

Cette rencontre à laquelle j'ai assisté à Dakar a franchi un pas minuscule en vue de se donner une telle capacité. Dakar visait à préparer la troisième réunion internationale sur la mondialisation de la solidarité qui aura lieu dans cette ville en novembre 2005. La première réunion internationale, qui a eu lieu en 1997 à Lima, au Pérou, a attiré des gens d'une vingtaine de pays. Plus de 400 personnes de 37 pays ont assisté à la deuxième réunion, à Québec, en 2001. Malgré d'énormes défis financiers, l'intérêt envers ce

Sur quels réseaux et mouvements mondiaux faut-il miser à titre d'alliés dans l'édification de l'économie de la solidarité? Avec lesquels devrions-nous commencer à établir des liens et à dialoguer? J'en vois cinq.

forum s'est avivé à tel point qu'il a officiellement pris le nom de Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS).

Si l'on espère que Dakar 2005 fasse vraiment progresser le concept de la pensée locale et de l'action globale, nous devons tout d'abord faire certains choix stratégiques. Sur quels réseaux et mouvements mondiaux faut-il miser à titre d'alliés dans l'édification de l'économie de la solidarité? Avec lesquels devrions-nous commencer à établir des liens et à dialoguer? J'en vois cinq.

Tout d'abord, nous devons agir à titre de voix économique locale au sein du Forum social mondial et d'autres réseaux du genre. Au cours des deux dernières années, plus de 100 000 personnes ont assisté à cette manifestation mondiale de résistance

Réseau international de développement économique local et communautaire

Le savoir en soi est inabordable dans le monde d'aujourd'hui. Le Réseau international de développement économique local et communautaire (RIDELC) est une initiative de partage du savoir et de renforcement des capacités, qui vise à améliorer la qualité de vie dans les collectivités désavantagées des Amériques.

Des échanges, des réunions, la création d'outils et d'autres activités sur le plan régional, national ou continental accroîtront la capacité d'organismes favorisant des solutions économiques locales pour accroître l'emploi, le revenu, les avoirs et le bien-être des ménages pauvres.


Le Service universitaire canadien outre-mer (CUSO) et le Carleton Centre for

Community Innovation ont créé le CLEDINet lors d'un atelier à San José, au Costa Rica, en février 2002. Cet événement réunissait des organismes de DÉC du Chili, du Pérou, du Salvador, du Guatemala, du Canada et du Costa Rica. À la suite de cette réunion, une étude de faisabilité a permis d'établir les buts du CLEDINet ainsi qu'un plan pour sa mise en œuvre.

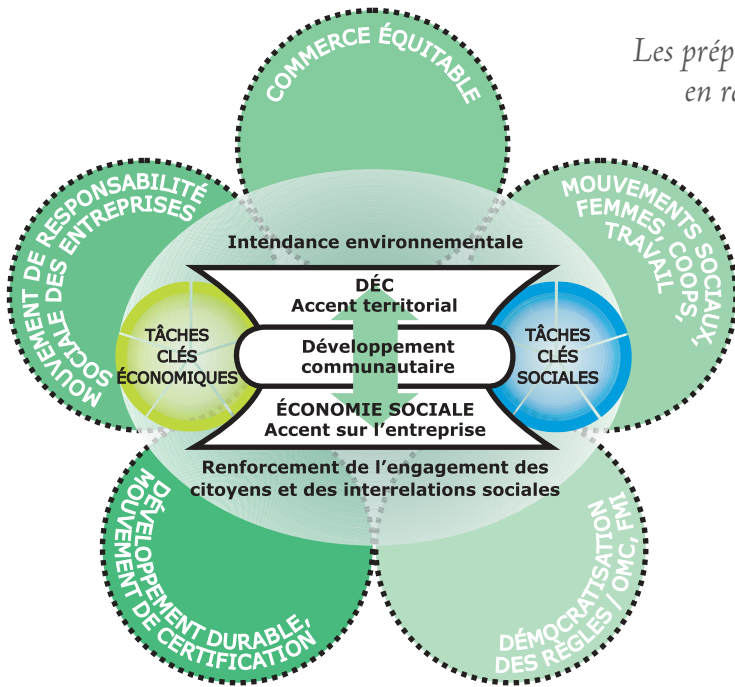
Le RIDELC :

- renforcera la capacité organisationnelle des membres pour concevoir et mettre en œuvre de façon fructueuse des initiatives locales de développement économique;
- appuiera des politiques publiques qui créent des conditions favorables pour le développement économique local;

- élaborera de nouveaux concepts et de nouvelles visions et méthodes pour le développement économique local;
- systématisera et fera connaître les expériences de développement économique local et les pratiques optimales;
- forgera des alliances vastes et diversifiées pour faciliter les processus de développement économique local dans la région;
- gèrera les ressources de façon à soutenir le réseau et ses activités.

Le RIDELC réalisera ces objectifs en créant un espace transnational et un forum national pour le dialogue et les échanges par le biais d'un réseau en ligne, d'événements nationaux et de rencontres internationales. 

Les préparatifs en vue de Dakar 2005 nous offrent l'occasion de mettre en rapport ces cinq mouvements dans une dynamique de dialogue et d'action qui élèvera la voix locale à un niveau global.



Concepts et liens clés de l'économie de la solidarité sociale

Au centre se trouvent les deux roues des tâches économiques et sociales clés qui, ensemble, renforcent le « développement communautaire » (voir aussi la page 8). Le DÉC et l'économie sociale recourent ces tâches, le DÉC avec son accent territorial et l'économie sociale avec son accent sur l'entreprise. Le programme économique de chacun est encadré par des valeurs sociales et environnementales partagées qui font partie intégrante de leur travail au niveau local. Cinq pétales complètent cette « fleur », représentant des partenaires éventuels dans une alliance stratégique visant à faire s'épanouir une mondialisation d'un autre ordre.

place à la table pour discuter du rôle de la solidarité sociale dans les grandes entreprises transnationales.

Cinquièmement, le mouvement environnemental est un allié stratégique, quoique pas toujours facile. Les tensions surviennent lorsque des « campagnes vertes » pilotées à distance et déconnectées de la réalité locale ne tiennent pas compte des populations et des collectivités locales ou compromettent leur situation. Il reste que l'on devrait porter une attention particulière à ceux qui sont engagés dans des mécanismes de certification qui encouragent la reconnaissance des produits durables sur les marchés.

Les préparatifs en vue de Dakar 2005 nous offrent l'occasion de mettre en rapport ces cinq mouvements dans une dynamique de dialogue et d'action qui élèvera la voix locale à un niveau global (voir le diagramme ci-dessus).

Nous ne pouvons accomplir tout cela avant novembre 2005 mais nous devons faire des progrès. Il faut articuler beaucoup plus efficacement l'expérience locale bourgeonnante partout au monde. Nous devons mettre en valeur les résultats prometteurs que nous obtenons. Nous devons réfléchir aux liens et aux tensions que suscite ce travail et à la façon de lui permettre de s'épanouir plus largement et profondément grâce aux changements des politiques et structures mondiales.

Je ne doute point que ce processus nous aidera de manière très réelle et complète à faire progresser notre travail ici, chez nous, où que ce soit.

« Être vraiment radical, c'est rendre l'espoir possible plutôt que le désespoir convaincant. »

Raymond Williams – *Théoricien de la culture et romancier gallois* (1921-1988)

et de discussion sur les solutions de rechange générales aux structures actuelles de la mondialisation. Le commerce, la dette, l'environnement, la démocratie – voilà les enjeux critiques qui sont d'une importance vitale pour l'humanité. Mais les solutions de rechange économiques doivent non seulement être revendiquées, elles doivent être mises en place là où vivent les gens. Les dimensions macro et micro sont toutes deux d'importance stratégique.

Deuxièmement, les mouvements ayant trait aux femmes, au travail et aux coopératives pourraient manifester un penchant naturel en faveur du programme de développement communautaire et de l'économie sociale. Leurs intérêts ont beau être organisés sur une base sectorielle, leurs membres vivent dans des collectivités; leurs racines historiques et leurs priorités contemporaines comportent un volet local; ils sont souvent intégrés au développement communautaire et à l'économie sociale, comme l'illustre éloquemment le cas de RESO, dans le Sud-Ouest de Montréal.

Troisièmement, les marchés du commerce équitable qu'on est à développer en Europe et en Amérique du Nord sont un élément décisif de la mise en place d'un nouveau type de mondialisation. Bien que ces marchés soient encore minuscules dans l'ensemble du commerce mondial, des progrès considérables ont été accomplis. Sans les prix équitables qui permettent aux gens de survivre avec un minimum de dignité, de s'alimenter, de se vêtir et d'instruire leurs enfants, il ne saurait y avoir de vrai développement.

Quatrièmement, je recommande d'inviter à la table le mouvement de responsabilité sociale des entreprises. Pouvons-nous faire fi des efforts gigantesques qui sont déployés pour engager certaines des plus grandes entreprises du monde sur une voie plus durable? Il vaut la peine d'essayer de leur faire prendre

MIKE LEWIS est directeur exécutif du Centre for Community Enterprise (membre du Réseau canadien de DÉC et coprésident de son Conseil d'orientation national) et rédacteur de **making waves**. Vous pouvez le joindre au 250-723-1139 (téléphone) ou à ccelewis@island.net (courriel).